

[DÉCRYPTAGE]

La relation stratégique euro-russe à l'heure de la
présidence française de l'Union européenne



Par Mathilde PRUVOST

À PROPOS DE L'ARTICLE

Dans un monde où l'Europe cherche à se définir comme puissance, sa capacité à entretenir un partenariat stratégique avec la Russie est centrale. Les relations entre Bruxelles et Moscou semblent se détériorer au fil des mandats de Vladimir POUTINE, sans qu'aucune issue positive ne voit le jour. Si la France se veut moteur de l'Union européenne (UE) et de l'Europe de la défense, elle doit profiter de la présidence française de l'Union pour faire prendre conscience à ses partenaires européens qu'il est de leur intérêt de renouer le dialogue avec Moscou. Cet article se propose d'analyser les relations entre Bruxelles et Moscou depuis le premier mandat de Vladimir POUTINE, et tend à montrer qu'une reprise du dialogue serait utile à la défense des intérêts stratégiques européens.

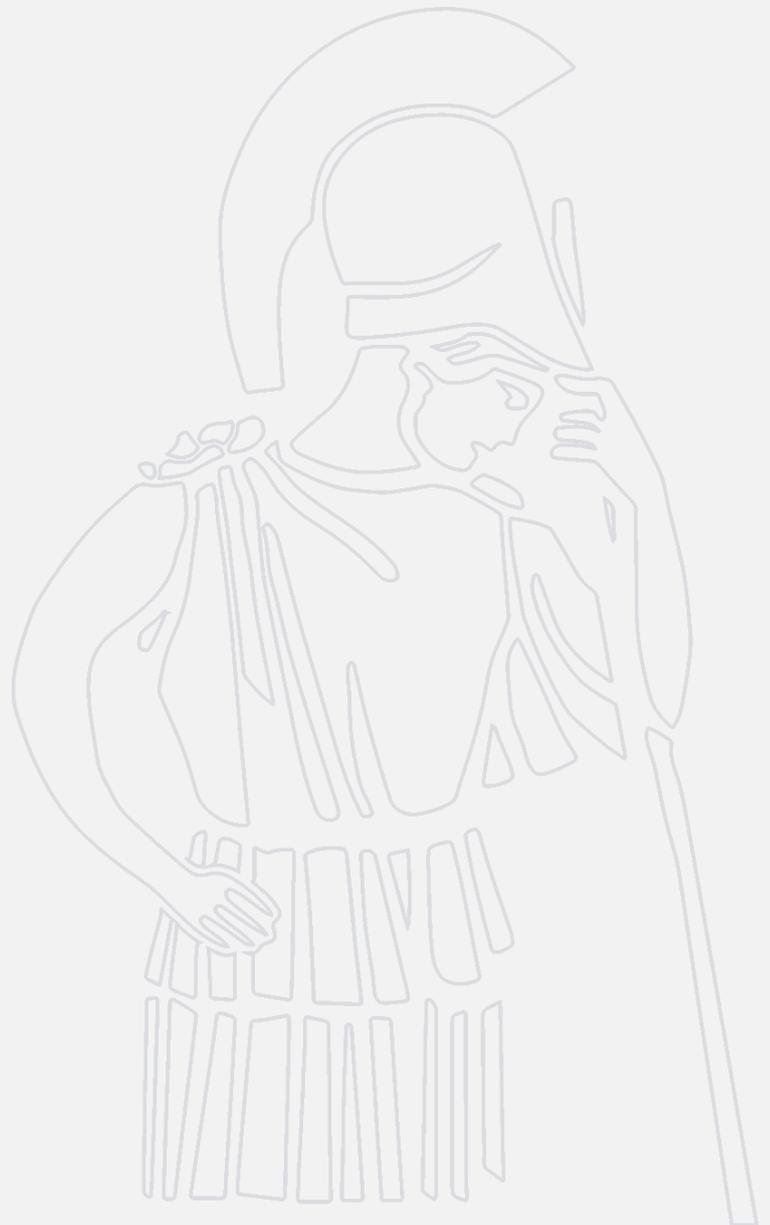
À PROPOS DE L'AUTEUR



in

Mathilde PRUVOST est membre du comité Europe depuis avril 2021, Mathilde est diplômée du master Expertise et risques internationaux de Lyon III. Après un stage au ministère des Armées sur la zone Europe et Amérique, elle a réalisé un mémoire de recherche sur le concept d'autonomie stratégique pour l'Europe de la défense.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.



La relation stratégique euro-russe à l'heure de la présidence française de l'Union européenne.

Le partenariat avec la Russie est « *le plus important, le plus urgent et le plus lourd des défis pour l'Union européenne* »¹. Tels sont les mots prononcés en octobre 1999, par le haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune, Javier SOLANA. Plus de 20 ans nous séparent de ce discours, l'Europe a depuis lors connu l'entrée de onze nouveaux États membres et la Russie fut marquée par les mandats successifs de Vladimir POUTINE, pourtant ces paroles semblent résonner tout particulièrement à la veille de la présidence française de l'Union européenne (PFUE). Qu'en est-il des relations euro-russes depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir POUTINE et quel avenir s'offre à nous ? Alors que l'Europe de la défense semble être une des priorités de la PFUE, il semble opportun de nous interroger sur notre relation stratégique avec la Russie en matière de défense. La sécurité du continent européen ne peut être pensée sans y inclure la Russie. Par nos frontières communes et notre héritage historique communs, la Russie devrait faire l'objet d'une politique européenne spécifique qui passerait par l'établissement d'un partenariat stratégique². Il faut noter que les sommets Russie-UE, dans lesquels sont notamment abordées les questions de sécurité, ont été suspendus depuis l'annexion de la Crimée en 2014. Depuis cette date, les crises s'enchaînent entre Moscou et Bruxelles, compliquant de ce fait la reprise du dialogue stratégique. De plus, l'Union européenne reste divisée sur le dossier russe. Les dissensions semblent porter sur la perspective d'une reprise des rencontres entre les chefs des puissances européennes et le Kremlin. Les pays d'Europe de l'Ouest, portés par le couple franco-allemand, plaident pour un rapprochement stratégique avec ce voisin, au moment où celui-ci se repositionne au Moyen-Orient et en Afrique. N'oublions pas que la Russie demeure l'un des membres permanents du Conseil

¹ SOLANA, Javier. « Rapport d'information « Union européenne - Russie : quelles relations ? », (N° 307). *Délégation pour l'union européenne* [en ligne], 10 mai 2017. Disponible sur : <https://www.senat.fr/rap/r06-307/r06-3070.html#toc0>.

² SCARBONCHI, Michel. « L'Europe doit-elle repenser sa relation avec la Russie? », *RT France [vidéo en ligne]*, le 21 juin 2021 [consulté le 03/12/2021]. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=CLNfwhOkloU>.

de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Les pays d'Europe de l'Est restent plus partagés. Ils militent pour un retrait des troupes russes d'Ukraine avant une potentielle reprise des sommets Russie-UE. Ces divergences de vues au sein de l'UE ne font que servir la politique russe qui n'hésite pas à privilégier les relations bilatérales au détriment de l'Union. Renouer le dialogue avec Moscou serait un moyen pour l'UE de s'imposer de nouveau comme partenaire légitime afin d'être en mesure « *d'exercer une influence effective sur le Kremlin* »³. Considérant l'intensification des crises entre Moscou et Bruxelles, cet article propose une analyse des relations entre les deux capitales depuis le premier mandat de Vladimir POUTINE et tend à montrer qu'une reprise du dialogue serait utile à la défense des intérêts stratégiques européens.

Comprendre la politique européenne de la Russie sous les mandats de Vladimir POUTINE : d'une politique européenne à un positionnement eurasiiste

La Russie est-elle européenne ou asiatique ? Si plus de 70% de son territoire se trouve sur le continent asiatique, 75% de la population russe demeure sur le territoire européen⁴. La Russie est donc européenne et asiatique. Il est important de garder cette singularité en mémoire si nous voulons comprendre la politique étrangère menée par le Kremlin depuis le début des années 2000. Cette singularité est exacerbée par le fait que la Russie est composée de grands espaces, qu'elle doit protéger, et ne dispose pas d'accès aux mers chaudes. Ces deux particularités ont contribué à dicter la politique extérieure de l'URSS et continuent d'être une préoccupation importante pour Vladimir POUTINE. Les Européens ont du mal à comprendre le choc qu'a constitué la chute de l'URSS pour la population russe. L'expérience du libéralisme « *à l'occidentale* » conjugué à un nouveau modèle de régime, à savoir la démocratie, n'a pas eu pour conséquence une hausse du pouvoir

³ SPETSCHINSKY, Laetitia. « Les 5 principes directeurs des relations UE-Russie, 5 ans après », *Europe Russie Débats [en ligne]*, le 15 mars 2021, consulté le 3/12/2021. Disponible sur www.europerussiedebats.org.

⁴ EGOROV Oleg, « La Russie est-elle européenne ou asiatique? », *Russia Beyond [en ligne]*, le 5 mai 2017 [consulté le 04/12/2021]. Disponible sur : <https://fr.rbth.com/histoire/79892-russie-europe-ou-asie>.

d'achat. Au contraire, les années Eltsine ont été synonymes d'une recrudescence des inégalités et de perte d'identité.⁵ La libéralisation de l'économie russe s'est soldée par une privatisation des entreprises nationales et une libre concurrence, ce qui a conduit inévitablement à une hausse des prix. Ces deux réalités ont entraîné une inflation considérable (elle atteignait un rythme mensuel de 40% en mars 1992⁶), d'autant plus que les salaires n'ont pas été indexés sur les taux d'inflation. Le pouvoir d'achat des ménages a donc chuté drastiquement, ce qui a eu pour effet pervers de renforcer les inégalités (environ un tiers des ménages vit sous le seuil de pauvreté en Russie en 1995 selon l'Institut de statistique russe⁷). C'est dans ce contexte que Vladimir POUTINE arrivera au pouvoir le 26 mars 2000. Cette expérience « elstinienne » s'est donc traduite par un rejet du modèle occidental libéraliste et la volonté d'asseoir la Russie comme un État « européo-asiatique ». Les mandats de Vladimir POUTINE, depuis son arrivée au pouvoir le 26 mars 2000 ont été marqués tantôt par une approche occidentaliste, tantôt slavophile. Selon Jean-Christophe ROMER, professeur d'histoire des relations internationales à Science Po Strasbourg et docteur en études slaves, nous pouvons observer trois phases distinctes dans la politique étrangère de Vladimir POUTINE correspondant à ses trois premiers mandats. De 2000 à 2004, lors de son premier mandat, il a cherché à réhabiliter la fonction présidentielle très entachée par le mandat de Boris ELSTINE tout en se tournant activement vers l'Occident et notamment l'Europe. Son second mandat, de 2004 à 2008, sera marqué par sa volonté de faire revenir la Russie au centre du jeu politique international. Vladimir POUTINE commence à hausser le ton et n'accepte plus les humiliations subies par le passé. Une des lignes directrices de ce second mandat sera sa volonté de négocier d'égal à égal avec les puissances de premier rang, notamment occidentales. Son troisième mandat, qui le conduira au pouvoir de 2012 à 2018, sera marqué par un positionnement plus eurasiste. Si au cours de son premier

⁵ ROMER, Jean-Christophe. « Russie-Europe. Des malentendus paneuropéens ». *Les carnets de l'Observatoire*, 2016, 108 p.

⁶ DESPRÈS, Laure et TARTARIN, Robert. « L'hyperinflation russe », *Revue d'économie financière*, 1992, n°21, 1992.

⁷ Federal State Statistics Service . *Main social-economic indicators of living standard of population* [en ligne], 9 août 2018. Disponible sur : <https://eng.rosstat.gov.ru/living>.

mandat, la politique du Kremlin a clairement été tournée vers l'Europe, Vladimir POUTINE optera par la suite, pour une nouvelle stratégie. Au cours de l'histoire de la Russie, deux visions antagonistes se sont toujours opposées vis-à-vis de l'Europe : les occidentalistes et les slavophiles. Pour les occidentalistes, la Russie est européenne mais les virages de l'histoire ne lui ont pas toujours permis de participer à l'édification de l'Europe⁸. Les slavophiles, eux, considèrent que la société russe suit un modèle de développement spécifique tourné vers les communautés rurales et sous « *l'autorité paternelle du seigneur et du pape local* »⁹. Cette approche rejette toute européanité de la Russie, puisque l'Europe suivrait le modèle d'une déchristianisation et de la corruption. Cette vision loin d'être partagée par l'ensemble des penseurs russes a néanmoins été la figure de proue de la politique stalinienne. Le courant slavophile a donné lieu à la doctrine dite eurasiste, née dans la première moitié du XX^{ème} siècle, qui considère qu'il existe une troisième voie, un troisième espace entre l'Europe et l'Asie, autrement dit entre l'Occident et l'Orient, composé de la Russie et des anciens pays du bloc soviétique. Selon cette théorie, l'espace eurasiatique serait « *un bloc géopolitique uni* »¹⁰, et la Russie serait la pièce maîtresse de cette unité. De ce point de vue, l'UE représente une vraie menace pour l'identité eurasiatique puisqu'en adhérant à cette dernière, les pays de l'ancien bloc soviétique s'émancipent de Moscou. Le partenariat oriental est donc une réelle problématique pour Moscou, si l'objectif n'est pas l'adhésion à l'Union, Bruxelles cherche à faire entrer ces anciens États soviétiques dans sa sphère d'influence, ce qui a tendance à énerver le Kremlin qui cherche lui aussi à les faire entrer sous son giron à travers l'Union économique eurasiatique créée en 2014. Cette région d'Europe de l'Est est donc un terrain de compétition entre Bruxelles et Moscou et cristallise l'ensemble des tensions entre les deux capitales.

⁸ ROMER, Jean-Christophe. *op. cit.*, p. 23.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ HERBERT, Fabien. « Le néo- Eurasisme, une alternative à l'Europe et l'Asie pour la Russie ? », *Les yeux du monde* [en ligne], 2 avril 2016 [consulté le 05/12/2021]. Disponible sur : <https://les-yeux-du-monde.fr/actualites-analyses/europe/25644-le-neo-eurasisme-une-alternative-a-leurope-et-lasie-pour-la-russie/>.

Des sources de tensions palpables de part et d'autre complexifiant la reprise du dialogue

Si le point de crispation majeur entre Bruxelles et Moscou porte sur l'annexion de la Crimée, il n'en demeure pas moins que de nombreux autres sujets sont sources de tensions, à l'image de l'arrestation de l'opposant russe Alexeï NAVALNY, du projet de Nord Stream II ou encore le soutien du Kremlin au dictateur biélorusse LOUKACHENCKO. En 2014, suite à l'annexion de la Crimée, l'UE avait décidé des sanctions économiques vis-à-vis de la Russie. Ces sanctions touchaient en particulier les domaines financier, énergétique et militaire. La vente des porte-hélicoptères amphibies de classe Mistral à la Russie avait ainsi été remise en question par la France à la suite des implications de Moscou dans la guerre du Donbass et de l'annexion de la Crimée¹¹. Les mesures prises par l'UE devaient initialement prendre fin en juin dernier mais ont été reconduites par le Conseil pour un an, et seront donc appliquées jusqu'en juin 2022¹². À cela, s'ajoutent les nombreuses démonstrations de force des militaires russes à la frontière ukrainienne qui ne font qu'exacerber un peu plus la méfiance de l'Europe envers Moscou. La récente mobilisation des soldats russes à la frontière ukrainienne semble plus être une démonstration de force du Kremlin qu'une réelle appétence pour un conflit ouvert, comme ce fut le cas en avril 2021¹³. Si nous voulons redynamiser notre relation avec Moscou, il est important de comprendre la position du Kremlin. Du point de vue russe, une des limites que l'Occident ne doit pas franchir est l'entrée des anciens satellites de l'URSS dans l'Organisation du Traité d'Atlantique Nord (OTAN) et plus précisément de l'Ukraine. De ce point de vue, l'adhésion à l'UE est problématique puisque sur les vingt-

¹¹ LICOURT, Julien et GAURON, Roland. « Vente des Mistral à la Russie : cinq ans de rebondissements », *Le Figaro* [en ligne], le 23 avril 2015 [consulté le 05/12/2021]. Disponible sur : <https://www.lefigaro.fr/international/2015/04/23/01003-20150423ARTFIG00316-vente-des-mistral-a-la-russie-cinq-ans-de-rebondissements.php>.

¹² Conseil européen. *Chronologie - Mesures restrictives de l'UE en réaction à la crise en Ukraine* [en ligne], le 3 décembre 2021, [consulté le 05/12/2021]. Disponible sur <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/sanctions/ukraine-crisis/history-ukraine-crisis/>.

¹³ AFP. « Russie : l'armée a entamé son retrait à la frontière avec l'Ukraine », *le Parisien* [en ligne], le 23 avril 2021 [consulté le 06/12/2021]. Disponible sur <https://www.leparisien.fr/international/russie-larmee-a-entame-son-retrait-a-la-frontiere-avec-lukraine-23-04-2021-TGO6NFFICJEA3SRJRK663K4.php>.

sept États que compte l'UE, vingt-et-un sont membres de l'OTAN¹⁴. Si une adhésion à l'UE n'est pas synonyme d'une entrée dans l'OTAN, force est de constater que depuis 2002, l'UE a accès aux capacités de planification de l'OTAN pour mener ses propres opérations militaires. Le nombre croissant d'État d'Europe de l'Est adhérant à l'OTAN est donc un sujet de tensions palpables pour Moscou. En 2007, lors de la conférence de Munich sur la sécurité, Vladimir POUTINE avait profité de la présence des États occidentaux pour exposer ses préoccupations de voir les anciens pays du bloc soviétique entrer dans l'OTAN : « Il est évident, je pense, que l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré. Que sont devenues les assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie ? Où sont ces assurances ? (...) »¹⁵. La question est de savoir si l'élargissement de l'UE et *in fine* de l'OTAN contribue à la sécurité du continent européen ou au s'il renforce au contraire la méfiance. Le président russe Vladimir POUTINE poursuit son discours en rappelant les engagements pris par les Occidentaux au début des années 90 : « *Je tiens à citer des paroles tirées du discours de M. WERNER, alors Secrétaire général de l'OTAN, prononcé à Bruxelles le 17 mai 1990 : « Que nous soyons prêts à ne pas déployer les troupes de l'OTAN à l'extérieur du territoire de la RFA, cela donne à l'Union soviétique des garanties sûres de sécurité ».* Où sont aujourd'hui ces garanties ? »¹⁶ Sans justifier l'annexion de la Crimée, nous comprenons mieux l'importance que revêt l'Ukraine et les États de l'ex-bloc soviétique dans leur globalité pour Moscou. Le cas de la Crimée reste lui plus compliqué. C'est Nikita KHROUCHTCHEV, chef de l'URSS de 1953 à 1964, qui décida de rattacher la Crimée à l'Ukraine afin de sceller l'amitié entre la Moscou et Kiev. À cette époque, l'Ukraine était

¹⁴ CHAMOULAUD, Raphaël. « Otan / Union européenne : quelle coopération ? », *Toute l'Europe* [en ligne], le 8 novembre 2021 [consulté le 06/12/2021]. Disponible sur <https://www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/otan-union-europeenne-quelle-cooperation/>.

¹⁵ POUTINE, Vladimir. *Discours de la conférence de sécurité de Munich* [en ligne]. Munich, Allemagne, le 10 février 2007. Disponible sur : https://www.youtube.com/watch?v=ushWX7_tuDU.

¹⁶ POUTINE, Vladimir. *Discours de la conférence de sécurité de Munich* [en ligne], Munich, Allemagne, le 10 février 2007. Disponible sur https://www.youtube.com/watch?v=ushWX7_tuDU.

sous le joug des Soviétiques, et il était impensable que cette dernière finisse par devenir indépendante, privant à cette occasion-là la Russie de sa principale base navale en mer Noire. Avec l'éclatement du bloc soviétique, un accord entre la Russie et l'Ukraine a dû être trouvé. Le 28 mai 1997, après accord des deux parties, il est décidé de diviser la flotte de la mer Noire : 17% reviendraient à l'Ukraine et 83% à la Russie. Un bail entre les deux pays a aussi été convenu afin de permettre à la Russie d'occuper la base navale de Sébastopol pour une durée de 20 ans¹⁷. Si les Russes nient être à l'origine des heurts dans la région de Crimée, il faut garder en tête que « le mandat » russe sur Sébastopol prenait fin en 2017 et que Vladimir POUTINE n'était pas sûr que ce dernier soit reconduit alors que le président pro-russe IANOUKOVTCH venait d'être destitué. Face à l'annexion de la Crimée, Bruxelles semble décidée à conserver le cap des sanctions afin de faire pression sur le Kremlin et d'obtenir le retrait des troupes russes de Crimée. Si l'Union veut réellement relancer un partenariat stratégique avec la Russie, il est primordial que celle-ci retrouve une place diplomatique dans les négociations entre l'Ukraine et la Russie.

Dépasser les incompréhensions pour revitaliser les relations stratégiques entre la Russie et l'UE : la politique des petits pas

La Guerre Froide étant terminée depuis trente ans, il est temps que la Russie et l'UE adoptent une posture qui soit moins hostile et renouent le dialogue. Est-il raisonnable de poursuivre cette politique d'hostilité avec Moscou sachant que nous, occidentaux, étions capable de négocier avec l'URSS, nettement plus dangereux ? Une politique russe plus réaliste permettrait à Bruxelles de garantir ses intérêts et de faire entendre sa voix. Pour Michel SCARBONCHI, ancien député européen, l'Union doit chercher à renouer des relations solides avec Moscou notamment dans le domaine sécuritaire, domaine dans

¹⁷ PFLIMLIN, Edouard. « Sébastopol : une base navale russe clé en Ukraine », *Le Monde* [en ligne], le 23 février 2014 [consulté le 06/12/2021]. Disponible sur https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/02/28/pourquoi-la-base-militaire-de-sebastopol-est-essentielle-pour-la-russie_4375318_3214.html.

lequel nous partageons des intérêts communs¹⁸. La Russie, tout comme l'UE est confrontée à une menace terroriste en expansion, l'obligeant à surveiller le retour des combattants islamiques de Syrie et d'Irak. Mais ce n'est pas la seule convergence d'intérêt que nous pouvons trouver dans ce domaine. La Russie a joué un rôle majeur dans les négociations sur le nucléaire iranien, adoptant une posture de non-prolifération nucléaire. Elle partage aussi avec Bruxelles la solution à deux États vis-à-vis du conflit israélo-arabe. À cela s'ajoute la volonté des États européens de construire une Europe de la défense. Si beaucoup rejettent l'idée d'une autonomie vis-à-vis de l'OTAN et des États-Unis, repenser notre relation avec la Russie semble être plus que nécessaire si l'UE souhaite être perçue comme un acteur géopolitique crédible sur la scène internationale. Sergey YASTRZHEMBSKY, diplomate russe expliquait « *qu'il y a un fossé manifeste entre le potentiel de nos relations [de la relation russo-européenne] et leur réalité* »¹⁹. Si selon ce diplomate la Russie n'a rien à gagner d'un éclatement de l'UE, Bruxelles doit cependant veiller à obtenir des garanties de non-ingérence de Moscou afin de rallier à sa cause les États de l'Est de l'Europe. Si l'Europe ne doit pas remettre ses principes démocratiques en cause, la Russie l'accuse souvent de mener une politique du « deux poids, deux mesures »²⁰, notamment en matière de droits de l'Homme. À défaut de révolutionner notre relation avec Moscou, nous devrions adopter la politique des petits pas. Laetitia SPETCHINSKY, chercheuse en relations internationales sur les relations euro-russes, conseillait à l'UE d'adopter une « *realpolitik fidèle aux valeurs européennes* »²¹. Elle donnait trois pistes en ce sens. Premièrement définir clairement, entre tous les États européens, des axes politiques vis-à-vis de la Russie. Deuxièmement, utiliser les sanctions au service d'une politique, mais ne pas faire de ces dernières une politique en soit ; la politique de sanction ne doit plus être l'épicentre des discussions sur Moscou. Dernièrement, l'UE devrait chercher à exercer une influence effective sur le Kremlin en

¹⁸ SCARBONCHI, Michel. « L'Europe doit-elle repenser sa relation avec la Russie ? », *RT France* [vidéo en ligne], le 21 juin 2021 [consulté le 03/12/2021]. Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=CLNfwhOkloU>.

¹⁹ YASTRZHEMBSKY, Sergey. « La Russie et l'Europe, enjeux et perspectives », *Géoéconomie*, vol. 43, no. 4, 2007, pp. 19-29.

²⁰ ROMER, Jean-Christophe. *op. cit.*, p. 88.

²¹ SPETSCHINSKY, Laetitia. « Les 5 principes directeurs des relations UE-Russie, 5 ans après », *Europe Russie Débats* [en ligne], le 15 mars 2021 [consulté le 3/12/2021]. Disponible sur www.europerussiedebats.org.

envisageant des coopérations avec cette dernière sur des domaines d'intérêts pour l'UE. Parmi ces domaines, nous retrouvons le domaine militaire. Il est important d'œuvrer en ce sens sans qu'il ne soit question d'envisager de mener des opérations militaires en coopération avec Moscou.

Conclusion

La Russie était pleinement ancrée dans le projet européen du général DE GAULLE. Pour lui, Moscou était un acteur central de l'Europe, qui s'étendait selon lui du Portugal à la Sibérie. Ce projet nécessite que l'Union mette tout en œuvre pour entretenir des relations stables et égalitaires avec le Kremlin. Pour qu'une telle relation stratégique puisse voir le jour, l'UE doit donc définir en interne une ligne de conduite, partagée par l'ensemble de ces États membres et notamment de l'Europe de l'Est. Bien que les divergences d'appréciation vis-à-vis de la Russie soient monnaies courantes au sein de l'UE, la PFUE pourrait être une opportunité pour Paris, avec le soutien de Berlin, de renouer le dialogue afin de relancer les sommets UE-Russie. Si cette éventualité a été écartée lors du dernier Conseil européen de juin dernier suite aux réticences des pays d'Europe de l'Est,²² Bruxelles doit garder en tête qu'il est de son intérêt de redynamiser sa relation avec Moscou afin d'éviter que cette dernière ne se tourne vers Pékin. L'Élysée a donc six mois pour convaincre ses partenaires d'Europe de l'Est qu'il en va dans l'intérêt de l'Union de réactiver ce sommet. Paris pourrait aussi se servir de la PFUE pour créer un climat de confiance avec Moscou dans le but d'inscrire l'Europe de la défense dans un projet de long terme.

²² FRANÇOIS, Jean-Baptiste. « Conseil européen : faut-il organiser un sommet UE-Russie ? ». *La Croix [en ligne]*, le 24 juin 2021 [consulté le 06/12/2021]. Disponible sur <https://www.la-croix.com/Monde/Conseil-europeen-faut-organiser-sommet-UE-Russie-2021-06-24-1201163024>.



**LES JEUNES
IHEDN**